



Guyancourt

1 avenue du Golf
78288 Guyancourt
API : TCR MOD 023

Tel: 01 76 87 63 09

Port: 06 73 76 97 49

Fax : 01 76 89 02 85

sud.guyancourt@renault.com

tcr.sud@wanadoo.fr

Aubevoye

Parc de Gaillon
27940 Aubevoye
API : CTA G24 040

02 32 77 63 09

06 82 45 48 18

02 32 77 61 45

sud.aubevoye@renault.com



DECLARATION EN SEANCE DP DU 10/10/2008 **SUPPRESSIONS D'EMPLOIS POUR LES SALARIES** **ET AVERTISSEMENTS ECRITS POUR LES ELUS**

En pleine tourmente suite à l'annonce de son plan de suppression d'emplois dont l'ingénierie ne sera pas épargnée, la direction choisit de frapper le syndicat SUD pour son franc-parler et ses actions avec les salariés.

Les mobilisations autour des risques psychosociaux et l'expertise Technologia, autour de tout ce que SUD a pu dénoncer quant à la pression de l'organisation du travail exercée sur les salariés, les suicides, le plan 2009 et plus récemment le plan de départs volontaires, semblent contrarier fortement la direction de RENAULT.

Cette résistance n'est cependant rien d'autre que celle des salariés. Celle que portent aussi d'autres élus, d'autres organisations syndicales.

Lundi 29 Septembre au matin, 4 élus SUD ont été convoqués au bureau de la direction pour se voir notifier d'un avertissement écrit versé dans leurs dossiers. L'après midi, une invitation leur parvenait pour les convier à un cocktail dinatoire avec visite du stand RENAULT au mondial de l'automobile en compagnie du directeur de l'établissement.

Voilà l'évocation du dialogue social selon la direction.

Coupables d'avoir cherché à rencontrer les salariés pour échanger des propositions, coupables de mener campagne au grand jour pour les élections des administrateurs salariés au conseil d'administration de RENAULT, nos élus sont sanctionnés. Mais finalement c'est nous tous qui sommes sous la menace d'une sanction : celle de n'avoir plus ni démocratie, ni justice dans notre entreprise. Celle de ne plus exercer librement nos mandats quelque soit notre appartenance.

SUD appelle au soutien de tous les élus pour demander la levée des sanctions.